



Conclusions de la session 2011 des Semaines sociales de France "La démocratie, une idée neuve"

Jérôme Vignon*

Entre la voix douce d'Asma Nourra qui nous disait sa confiance dans l'avenir de la démocratie dans son pays à la voix forte Vaira Vike-Freiberga qui nous demandait d'avoir confiance dans notre démocratie : quel bonheur. Mais entre ces deux voix et celle de Neven Simac, cela décoiffait pas mal.

Les « Européens convaincus » en auront d'abord pris pour leur grade, en réalisant avec Pierre Manent que l'Union était devenue indifférente au monde, promotrice de règles et de gouvernance, plutôt que de loi et de gouvernement, inapte à toute grande vision.

Les chrétiens engagés dans le social, auront mesuré avec Paul Thibaud qu'ils courent le risque d'être en lévitation du réel.

Les laïcs masculins se seront rendu compte avec Christine Pedotti qu'ils sont dans l'Église les derniers des parias puisqu'ils ne peuvent, au fond, rien revendiquer, ayant laissé passer leur chance. Et lorsqu'on se trouve à la fois Européen convaincu, chrétien engagé dans le social et laïc masculin, ce qui vous l'aurez deviné est mon cas, alors on se sent vraiment mal...

Et pourtant vous aurez ressenti comme moi le bienfait de ces provocations, elles étaient d'utiles remises en question, salutaires. Elles se sont imposées à nous en vertu de la situation de crise que nous vivons. « Donnez-nous des raisons d'espérer », demandions-nous à Pierre Manent, dont le pessimisme nous inquiétait. Étrange demande, à dire vrai, venant d'un auditoire d'inspiration chrétienne. En vérité, ce travail indispensable de l'intelligence et de la raison, accompli au cours de cette session a de quoi nous inspirer des craintes et des peurs, ce n'est pas illégitime. En même temps, c'est ce travail qui libère en nous cette étincelle de vie qui est le propre de toute conversion, qui nous ouvre à cet horizon d'espérance, dont Paul Thibaud nous a dit qu'il constituait une contribution spécifique, irremplaçable que l'on pouvait attendre d'un christianisme civique. Nous avons besoin, non seulement d'un christianisme social, mais aussi d'un christianisme civique.

Lucidité et volonté, vérité et amour : penser la démocratie, c'est déjà se mettre en état de la vivre. Et commencer de la vivre, c'est avoir besoin de la penser. Laissons-nous donc guider par ces percées que nous ont ouvertes un Jean-Paul Delevoye lorsqu'il soutient que l'important désormais, pour un projet démocratique, c'est moins de définir le but final, que de conduire dans la durée, patiemment, un parcours et ses étapes. Laissons-nous inspirer par un Jean-Luc Marion lorsqu'il fait, au nom du don, de la générosité, l'éloge de l'anticipation, de l'avance créatrice, qui se risque sans en connaître le retour. Soyons à la hauteur de la confiance marquée en nous par Asma Nourra et Aleksander Smolar qui, au fond, nous adressaient, à nous Français, le même appel que celui que le président de la Yougoslavie, Vaclav Havel, adressait aux européens : « On ne vous demande pas de continuer à projeter sur le monde votre idée de la démocratie. On vous demande d'y être fidèles ». Soyons donc fidèles, comme Français, à la fraternité.

Alors quels seraient ces risques, ces actes, auxquels un christianisme civique pourrait souscrire, au travers desquels il contribuerait à redonner à des individus le goût de vivre ensemble un projet collectif ?

* Jérôme Vignon est président des Semaines sociales de France

Un projet politique pour construire un au-delà de la crise

Deux d'entre eux ont, me semble-t-il, marqué notre session. Deux éléments de réponse concrète à la crise, qui ouvrent sur un au-delà et qui relèvent en premier chef d'un projet, de ceux qui devraient faire partie des enjeux présidentiels. Il est normal qu'à l'issue d'une telle session de trois jours, celui qui tente de s'exprimer en votre nom, d'exprimer la voix du christianisme social, prononce quelques vœux forts à l'égard de ce que nous pourrions attendre des résultats de cette campagne présidentielle. Et en premier lieu, réduire et combattre les inégalités qui tuent le lien social. Pour qu'un sentiment quelconque d'appartenance puisse être rebâti, il nous faut absolument combattre les inégalités, au premier chef les inégalités de richesse que nous avons laissé s'emballer au cours de la dernière décennie. C'est une condition nécessaire, même si pas suffisante de reconstitution d'un lien social, aujourd'hui, dans notre pays et en Europe. J'espère donc exprimer l'attente d'un grand nombre d'entre nous en demandant un signe fort de la volonté de réduire a priori les inégalités de rémunérations, marquées par la déraison, en instaurant une forme de plafonnement national, exprimé par exemple, comme l'a suggéré Michel Camdessus, à hauteur de 100 fois le SMIC. Les partenaires sociaux devraient être encouragés, dans ce cadre, à faire de la réduction de l'éventail des rémunérations dans l'entreprise, sur base des données du bilan social, un enjeu de négociations collectives plus générales visant la promotion de l'emploi.

On nous l'a répété, Bernard Ibal, Geneviève Roy, nous ne devons pas désespérer des corps intermédiaires, ils sont beaucoup plus vivants que nous ne le pensons, ils nous donnent du grain à moudre sur ce terrain. Il faut en outre que soit procédé à une réforme des prélèvements sociaux et fiscaux de caractère global et de moyen terme. Pour être juste et renforcer la progressivité, cette refonte devrait articuler prélèvements liés aux revenus et aux patrimoines.

Donner une place à l'Europe au sein du village gaulois

Le second axe de ce projet politique consiste à donner une autre place à l'Europe. Cela a été redit dans les propos convergents des candidats et de leurs représentants. Il est évident qu'à l'égard de la mondialisation, un projet européen clair soit défini. Nous devons, là, faire une nuance entre ce qui relève de la subsidiarité et ce qui relève de la légitimité. Il ne suffit pas cependant d'observer que du point de vue de la subsidiarité, l'Union européenne constitue une échelle pertinente, pour peser sur notre avenir énergétique, financier, ou pour contribuer à la paix dans notre région du monde. Subsidiarité doit se conjuguer avec légitimité. Nous retenons de l'intervention de Pascal Lamy que la légitimité d'un projet européen communautaire, un projet d'action commune entre les peuples, doit être ré-ancré dans notre démocratie nationale.

Certes, la volonté des citoyens doit faire pression sur les élus. Mais il faut aussi des transformations institutionnelles pour que l'union européenne et son projet trouve un ancrage dans notre République. Il n'est pas normal que les politiques européennes de notre pays soient encore des politiques étrangères.

Pourquoi ne pas confier à un ministre d'état, dans le gouvernement lui-même, le soin de coordonner l'ensemble de l'action européenne de notre pays, de nous donner plus de visibilité de force, à l'intérieur comme à l'extérieur et d'activer ainsi l'esprit de coopération avec nos partenaires ? Ce serait aussi une façon de valoriser la place du conseil des ministres européens, car cet organe, à la différence du Conseil européen, est tenu à une pratique démocratique de co-décision avec le Parlement européen.

Saisir la chance d'une nouvelle culture démocratique

Cependant la crise de l'agir démocratique n'est pas qu'une crise du politique. Cette crise appelle, ou prépare la voie de ce que nous avons nommé une nouvelle culture démocratique. Cette démocratie réelle, pour reprendre l'expression de Loïc Blondiaux, tire sa force des réseaux sociaux et des nouveaux outils de communication. Elle s'épanouit particulièrement dans les espaces locaux. Elle révèle, comme l'a souligné Guillaume Légaut une disponibilité de l'individu démocratique de s'engager pour des causes à l'égard desquelles il peut peser pour finalement retrouver son unité dans la

multiplicité de ses appartenances. Mais la force motrice de cette démocratie réelle est d'abord morale, je pourrais dire évangélique. Elle se réclame de la conviction que tous, y compris les moins experts, les plus pauvres, disposent d'un savoir que les autres doivent rencontrer pour atteindre leur propre vérité.

Deux chantiers pour une nouvelle culture démocratique

Dès le premier jour, Véronique Davienne nous expliquait qu'une telle conversion de la culture démocratique, cette rencontre des savoirs impliquait un travail, nous ouvrait sur des chantiers qui nous concernent, pour que nous redevenions à notre tour des citoyens à part entière. Il s'agit d'abord d'un travail sur nous-mêmes. C'est ce travail que nous avons pressenti hier, lors des groupes de délibération, dont vous aurez compris que le but était de nous montrer la difficulté et l'immense potentiel d'une écoute mutuelle authentique. La synthèse de René Pujol l'a montré, un peu de démocratie sauvage a rehaussé notre démocratie d'élevage. C'est aussi ce travail que devrait accomplir la tâche éducative, ainsi que nous venons encore de l'entendre de Vaira Vike-Freiberga.

À partir de l'an prochain, les Semaines sociales de France développeront une proposition de formation permanente introduisant aux dimensions éthiques des enjeux politiques et sociaux majeurs, sur base de l'acquis de nos sessions. Elle fera place aux dimensions de l'écoute et aux démarches d'approche de la complexité, car cela aussi s'enseigne et s'apprend. Mais il faut aussi, on y revient, des institutions pour que s'incarne cette démocratie réelle. Pas de projet collectif sans institution, pas d'institution sans contenu, si vous vous rappelez les propos d'Olivier Mongin. Je voudrais en donner trois exemples tirés directement de nos travaux. J'emprunte d'abord à Sylvie Goulard, qui nous a fait rêver et croire en l'idéal européen, la proposition que soit réalisée, pour chaque grand chantier législatif, concernant par exemple la réforme du financement de la protection sociale, l'éducation nationale, l'accès des jeunes à l'emploi, une étude d'impact social, destinée à mesurer les effets de ces réformes sur les inégalités sociales, en s'appuyant sur un travail d'écoute des citoyens y compris les plus vulnérables.

J'emprunte le second exemple à la perspective ouverte par Jean-Paul Delevoye et Loïc Blondiaux d'établir dans notre pays ce « tiers garant » de la qualité des processus de consultation sur les sujets d'avenir. Par extension des organes existants, il lui reviendrait d'organiser le temps de l'appropriation des questions, de la délibération et de la négociation permanente de ces corps intermédiaires au sujet desquels Bernard Ibal et Geneviève Roy nous ont donné du grain à moudre.

Le dernier exemple d'institutionnalisation des procédures démocratiques concerne notre Église elle-même, comme cela fut si bien argumenté par Laurent Villemin et Christine Pedotti. Sans être une démocratie, l'Église a besoin de s'ouvrir davantage aux pratiques démocratiques. Au passage, permettez-moi de relever que les Semaines sociales ont fait fort hier soir. Je n'avais encore jamais vu un évêque, assis dans la salle, se soumettre à la discipline procédurale des questions écrites, pour se voir ensuite renvoyer dans ses buts par une théologienne laïque sur l'estrade. Si ce n'est pas de la démocratie, alors que faut-il de plus ? Il nous semble, aux Semaines sociales de France, que ce serait se tromper que de faire des structures ecclésiales un enjeu de pouvoir. En revanche, un exercice plus collégial du discernement est indispensable. Il ne devrait pas concerner uniquement des questions internes à l'Église, mais être davantage inspiré par le souci de faire ensemble sens, pour notre société. Je veux à cet égard saluer l'ouverture et l'esprit de coopération de l'Église en France. Je veux aussi saluer le ton juste qu'elle trouve pour incarner une ambition du christianisme pour la qualité du lien social dans notre république. Car c'est bien en termes d'ambition humaine pour fonder le lien social, que l'on doit interpréter les treize points d'attention que comporte la dernière déclaration de la conférence qui vous a été distribuée au cours de cette session.

Mais je demande à nos instances catholiques européennes et romaines, de se montrer plus ouvertes à l'expérience et à la conception que peuvent avoir ensemble des laïcs et des clercs, prêtres et religieux, de cette « nouvelle évangélisation » dont l'anniversaire prochain du Concile Vatican II montre l'acuité. C'est ici le mot ensemble qui compte. Je suggère que sur cette question sensible, des groupes composés de laïcs, prêtres et religieux, travaillent ensemble.

Chers amis, vous attendiez de notre rencontre qu'elle aiguise votre capacité de lire les signes de l'attente démocratique profonde dissimulée dans la crise et j'espère que ces interventions de très haute qualité vous l'auront apporté.

Celle de Jean-Luc Marion aura été pour moi un point d'orgue de cette lecture. Une voie est ouverte, pour enrichir de façon décisive les représentations des problèmes à résoudre ensemble. Elle n'abolit pas l'économique, mais le remet simplement à sa place relative. La non-réciprocité et le don ouvrent à d'autres formes de relations, non seulement entre les personnes, mais aussi entre les institutions. Elle donne une base à ce qui manque sans doute le plus à nos économies sociales de marché, quelque chose qui n'est ni la solidarité obligatoire, ni le marché qui nous met en concurrence, à savoir le sens de la coopération. C'est une aventure spirituelle, comme le disait Jacques Delors à l'Institut catholique qui l'honorait *Honoris Causa*. Comme l'exprime ce pacte civique de Jean Baptiste de Foucauld auquel les Semaines sociales vous ont invité à souscrire, le temps est venu d'une coopération des citoyens et de la société civile, qui par leurs engagements propres donnent courage au politique.

C'est un appel que nous avons entendu des politiques eux-mêmes :

Oui, François Bayrou, tout dépend de nous ;

Oui, Lucile Schmid, il faut oser l'idéal ;

Oui, Marisol Touraine, le religieux a sa place dans l'espace public ;

Oui, Christine Boutin, nous sommes prêts à perdre du temps pour le combat des idées ;

Oui, Hervé Mariton, la crise ne peut être un prétexte pour se passer de la démocratie.

Aujourd'hui, ces responsables engagés nous ont donné comme toute une belle image de la politique. Il faut se rappeler cette succession de personnalités pour bannir à tout jamais le sentiment que la politique serait corrompue et occupée par des personnes viles et non animées de sentiments profonds. Je peux vous assurer qu'elles ont donné le meilleur d'elles-mêmes, elles ont voulu être à la hauteur de leur auditoire, soyons à leur hauteur, comme le demandait Robert Rochefort, encourageons, soyons présents, donnons confiance et courage aux politiques. Un christianisme civique devrait être ainsi une ressource de créativité et d'espérance pour la démocratie. Il est cependant une ressource essentielle pour la démocratie que ces conclusions n'ont pas vraiment évoquées jusqu'à présent, et qui pourtant s'est bien manifestée tout au long de cette rencontre. Cette ressource, ce sont les femmes, ou plutôt les femmes et les hommes dans une relation démocratique, c'est-à-dire exempte de soumission ou d'autoritarisme.

En fait, je ne l'avais pas vraiment oublié. Mais je voulais in fine vous présenter ainsi le thème de notre prochaine session en 2012, dans le prolongement de celle qui s'achève : « Femmes et Hommes dans la société d'aujourd'hui ». Pour la préparer, nous n'aurons garde d'oublier la recommandation du philosophe rationaliste, Jean-Luc Marion : dans le couple au moins, l'égalité des chances ne doit pas se laisser enfermer dans le cercle étroit de la réciprocité ; elle ne peut vraiment vivre que d'une demande en mariage, chaque jour à renouveler.

Il me reste à remercier en votre nom l'équipe de préparation de cette session, animée par Guillaume Légaut, avec Bernard Ibal, Philippe Da Costa, Luc Champagne, René Poujol et Jean Pierre Rosa, notre délégué général. À ce dernier, comme au tout petit staff de nos permanents, à Marie Doubriez, Jocelyne Jenot et Isabelle Maillet, j'adresse de votre part mes plus vives félicitations, ainsi qu'à nos excellents bénévoles. À vous aussi, Monseigneur Santier, et à toute votre équipe diocésaine, pour votre présence accueillante et la qualité de votre homélie, j'adresse mes remerciements. Et je vous remercie, vous tous, pour votre dynamisme, votre écoute, votre fidélité, votre générosité.